

## **Dimanche 23 avril 2017, 20 h 38**

Les yeux embués, il reconnaît son échec. «J'assume mes responsabilités. Cette défaite est la mienne et c'est à moi et moi seul qu'il revient de la porter», déclare François Fillon devant ses partisans, réunis à son QG de campagne. L'ancien Premier ministre se montre ému, attitude rare chez cet homme peu expansif, voire austère. Sa fille Marie et son épouse Penelope, petites lunettes rondes sur le nez, affichent également une mine déconfite au milieu des militants qui crient : «Fillon! Fillon!» pour rendre un dernier hommage au candidat déchu. Sans grande conviction.

Avec un score de 19,91 %, François Fillon se classe troisième, sèchement battu par Emmanuel Macron (23,75%) et Marine Le Pen (21,53%), ne dépassant Jean-Luc Mélenchon (19,62%) que de très peu. Un score largement inférieur aux 27,18 % obtenus par Nicolas Sarkozy en 2012, alors qu'il était président sortant. Pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, la droite est éliminée dès le premier tour de l'élection présidentielle. Une véritable humiliation.

Jusque-là, l'atmosphère était restée très calme dans cet immense bâtiment du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Avant l'annonce des résultats, peu d'élus étaient venus bavarder avec les quelque six cents journalistes présents. La

plupart se bornaient à un « pas de commentaire » de mauvais augure. « Je sens l'entourage de Fillon bien démotivé. C'est la première fois que je vois Bruno Retailleau [le coordinateur de la campagne] faire la gueule depuis six mois », rapporte un membre de l'équipe vers 18h30. Une heure plus tard, le sénateur Roger Karoutchi annonce la sentence, avant même l'annonce officielle des premières estimations : « Les remontées ne sont pas bonnes. »

Le verdict est tombé. Les troupes restent sans voix. Un silence pesant s'abat sur le QG du perdant. À l'exception de la sénatrice Caroline Cayeux, en larmes, aucun élu ou militant ne se montre effondré. Certains semblent presque soulagés d'en finir avec cette campagne éprouvante.

L'ancien chef de gouvernement, lui, sort de l'arène par la toute petite porte. Il n'annonce pas pour autant son départ de la vie politique, comme l'avait fait Lionel Jospin en 2002. Personne ne sait encore si cette claque électorale signe la fin de sa carrière, démarrée en 1981. Sa campagne a été chaotique, son avenir s'annonce sombre : il reste poursuivi par la justice et va devoir rendre des comptes à sa famille politique. Un scénario cauchemardesque.

En trois mois, François Fillon a réussi à transformer de l'or en plomb. Au soir de son triomphe à la primaire, le 27 novembre 2016, la route de l'alternance semblait pourtant toute tracée pour le seul candidat de la droite et du centre face à une gauche atomisée et à un FN en embuscade. Mais les affaires ont surgi. La douce ascension vers les salons de l'Élysée s'est alors transformé en chemin de croix. À chaque station, une nouvelle révélation. Peu à peu, ce scrutin jugé imperdable s'est transformé en une élection ingagnable. Le député de Paris entraîne dans sa chute son camp politique, qui s'apprête à vivre une lente descente vers l'inconnu. Après deux échecs successifs à la présidentielle, la droite se retrouve en lambeaux.

François Fillon, c'est l'histoire d'un homme passé de l'ombre à la lumière. Jusqu'à l'aveuglement. Longtemps, ce Sarthois de bonne famille a servi des ambitions plus débordantes que la sienne. Joël Le Theule, le père politique, mort subitement en 1980. Puis Philippe Séguin, l'orphelin orageux dont l'éloquence grave a marqué les années 1980 et 1990. Enfin Nicolas Sarkozy, énergique jusqu'à l'excès, inconstant et brutal jusqu'à la caricature. Ceux-là captaient toute l'attention. À Séguin l'admiration des députés. À Sarkozy les flashes des photographes. À Fillon, le travail de l'ombre et les longues soirées sur les dossiers.

Année après année, loin du fracas des petites phrases, il s'était construit une image d'homme sérieux et bien peigné. De 2007 à 2012, l'austère de Matignon a échappé à tous les coups, protégé par un paratonnerre. Les journalistes et les juges avaient bien trop à faire avec le cas Sarkozy. Personne ne s'intéressait vraiment à lui : pas assez moderne, trop notable de province. Pas assez exubérant, trop taiseux. Lisse jusqu'à l'ennui. Il a été protégé, jusqu'à ce que les Français découvrent sa face cachée : son passé, ses secrets, ses dissimulations.

Après sa victoire à la primaire, des dizaines de journalistes ont commencé à s'intéresser à lui, à sa famille, à sa société de conseil, à ses costumes ou à ses montres. Le scanner de l'élection présidentielle s'est révélé impitoyable. Son image s'est peu à peu fracassée. Pour une partie de l'électorat, le pudique rigoriste est devenu un cachottier jouisseur. Depuis le premier article du *Canard enchaîné*, le 24 janvier 2017, François Fillon a vécu dans une lessiveuse médiatique. Pas une semaine sans un rebondissement judiciaire sur les soupçons d'emploi fictif de sa femme et de ses enfants. Pas un jour sans une rumeur sur son train de vie. Pas une minute sans une blague sur les réseaux sociaux.

Jour après jour, sa campagne est devenue un bateau ivre. L'homme sérieux a dû composer avec l'irrationnel, les passions médiatiques et les humeurs incontrôlables de l'opinion. Malgré les pressions, les abandons et le délitement de son camp, il n'a jamais renoncé. Il a utilisé tous les ressorts pour survivre. Pris dans la nasse d'une mise en examen, il s'est posé en victime d'un supposé complot associant la presse, la justice et le pouvoir. Quitte à remettre en cause l'indépendance de la justice et la liberté de la presse, lui qui fut le garant du respect des institutions pendant cinq ans à Matignon. Délaisse par une partie des ténors de la droite, il a également joué « le peuple » contre « les élites », lors du rassemblement réussi au Trocadéro.

Dans cette campagne, l'héritier de Philippe Séguin aura tenu une ligne droitiste et populiste, à contre-courant de son positionnement historique. Une vraie campagne à l'envers, durant laquelle il n'a survécu qu'en devenant un autre. Le terne « Mr Nobody » a laissé place au « combattant balaféré ». Il a su chauffer à blanc ses partisans les plus convaincus pour susciter un réflexe de solidarité. Si les sondages le donnaient éliminé dès le premier tour, lui se voyait bien encore une fois déjouer les pronostics. Et franchir tous les obstacles de cette folle campagne. Vaincre envers et malgré tout. En bon gaulliste.

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Il l'a lui-même déploré au soir de sa défaite : « Les obstacles mis sur ma route étaient trop nombreux, trop cruels... » S'en relèvera-t-il ?

PREMIÈRE PARTIE

**UN LONG CHEMIN  
VERS LA PRIMAIRE**



6 mai 2012. François Hollande est élu président de la République. Nicolas Sarkozy a échoué. Il prononce un discours d'adieu devant ses partisans, regroupés à la Mutualité. «Ma place ne pourra plus être la même», explique-t-il, après avoir promis deux mois plus tôt sur RMC qu'il «arrêterait la politique» en cas de défaite. Le champ est ouvert pour François Fillon, qui peut légitimement compter sur sa popularité pour prétendre devenir le nouvel homme fort de la droite. Tandis que les militants pleurent le départ du vaincu, lui décide de se lancer à la conquête de l'Élysée. «Je crois que c'est désormais à moi de prendre mes responsabilités», lâche-t-il à son carré de fidèles : Igor Mitrofanoff, sa plume, Myriam Lévy, son attachée de presse, et Jérôme Chartier, son porte-parole. La petite troupe juge nécessaire de s'emparer de l'appareil pour en faire une rampe de lancement pour 2017.

L'ambitieux ne perd pas de temps pour afficher ses intentions : deux mois plus tard, il déclare sa candidature à la présidence de l'UMP, prévue en novembre. Dans son esprit, la maîtrise du parti lui permettra de s'imposer comme le candidat naturel de son camp, comme ce fut le cas pour Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy. Il ne reste plus qu'à battre Jean-François Copé, moins populaire et moins capé que lui. Une formalité, veulent croire

les fillonistes. Dans les sondages, il n'y a pas de doute : Fillon est donné gagnant haut la main. La campagne se révélera pourtant bien plus compliquée que prévu...

### *L'alliance stratégique Copé-Sarkozy face à Fillon*

Nice, 25 août 2012. Le cadre est convivial, sous les oliviers des jardins du Musée Matisse, sur les hauteurs de la ville. C'est pourtant là que va se jouer le premier acte de la bataille pour la présidence de l'UMP. Les ténors du parti ont répondu présent au premier rassemblement des Amis de Nicolas Sarkozy... tous, hormis l'ex-Premier ministre, qui s'est fracturé la cheville dans un accident de scooter, fin juillet, sur l'île de Capri. En son absence, Sarkozy et Copé décident de conclure une alliance tactique pour affaiblir celui qui fait figure de favori. Chacun y voit son intérêt : Copé veut l'emporter face à Fillon pour garder la mainmise sur le parti qu'il dirige depuis 2010 ; Sarkozy compte empêcher son ex-chef de gouvernement de s'imposer comme le nouveau chef de la droite. Histoire de se préserver une chance de revenir et prendre sa revanche sur Hollande en 2017... Le pacte entre les deux hommes se noue lors d'un déjeuner au Cap Nègre, dans la maison familiale de Carla, en présence de Brice Hortefeux. Il prévoit que Copé se mette dans la roue de l'ex-président ; en échange, ce dernier met ses troupes à son service pour la campagne face à Fillon.

Lorsqu'il arrive sur les lieux du raout des sarkozystes, à Nice, en début d'après-midi, le secrétaire général de l'UMP annonce directement la couleur : « Quel que soit le choix de Nicolas Sarkozy à l'avenir, je serai à ses côtés », déclare-t-il tout sourire à la presse, laissant ainsi entendre pour la première fois qu'il pourrait s'effacer



le moment venu au profit du nouveau retraité, si ce dernier effectuait un retour en politique. Même s'il n'a jamais été proche de l'ex-chef de l'État, Copé a vite compris qu'afficher une bonne entente avec celui qui reste le leader naturel de la droite pourrait lui faire marquer des points chez les militants, en grande majorité nostalgiques de leur «Nicolas».

Par simple opportunisme, le maire de Meaux joue le sarkozyste de choc. Autant pour se poser en héritier légitime que pour tenter de faire passer Fillon pour un traître. Le tempo est parfait : deux jours auparavant, ce dernier a manifesté pour la première fois sa volonté de s'émanciper de l'ex-président, en définissant le fillonisme comme une approche «plus sereine et plus pragmatique des choses». Cette petite phrase prononcée dans *Le Point*, anodine en apparence, mécontente les fidèles de l'ex-chef de l'État. «Fillon fait une erreur tactique. L'UMP est à 90 % sarkozyste et il n'est pas sûr que se distinguer de Nicolas Sarkozy, trois mois après la défaite, apporte des voix», analyse le sénateur Roger Karoutchi<sup>1</sup>, qui se définit lui-même comme un «sarkopéiste».

Certains soutiens de Fillon perçoivent immédiatement le risque lié à cette nouvelle répartition des rôles. C'est notamment le cas de son directeur de campagne, Éric Ciotti, et de Valérie Pécresse. «À l'époque, se rappelle-t-elle, on a dit à Fillon de ne pas être critique sur le bilan de Sarkozy pour ne pas se mettre à dos les militants, mais il a maintenu sa version<sup>2</sup>.» Fillon, qui voit loin, assume sa stratégie. L'ex-«collaborateur» a décidé de se démarquer de Sarkozy sans attendre, pour se libérer de sa tutelle et incarner la relève. «Son but n'est pas de faire du Sarkozy *light*. C'est de défendre son style et sa

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, 24 août 2012.

2. Entretien avec l'un des auteurs, 11 novembre 2014.

personnalité, qui lui sont propres. Car l'enjeu, c'est bien de trouver un successeur à Sarkozy», explique Laurent Wauquiez<sup>1</sup>, à l'époque pro-Fillon.

Comme convenu, les sarkozystes font bloc derrière leur nouvel allié de circonstance. Roger Karoutchi et Édouard Courtial sont nommés directeurs de campagne de Copé, qui peut également se prévaloir du soutien de Brice Hortefeux, Nadine Morano, Pierre Charon ou du couple Balkany. Le soutien de ces fidèles de l'ex-chef de l'État «n'est pas anodin», souligne Geoffroy Didier, lui-même nommé porte-parole du maire de Meaux: «C'est un choix stratégique pour 2017, car nous savons que l'éventuel retour de Nicolas Sarkozy serait moins compliqué avec Jean-François Copé qu'avec François Fillon, qui pourrait offrir une alternative assez forte pour fermer le jeu<sup>2</sup>.»

### *L'affrontement fratricide avec Copé*

Outre le soutien des sarkozystes, Copé poursuit la ligne à droite qu'a suivie l'ex-président pendant sa campagne, sous l'influence de Patrick Buisson. «Racisme anti-blanc», anecdote du «pain au chocolat» arraché «par des voyous» pendant le ramadan... le héraut de la «droite décomplexée» tient un discours musclé pour séduire les adhérents du parti appelés à désigner leur nouveau président. Lancé dans une campagne de proximité, il laboure les fédérations et galvanise les salles, en faisant siffler Hollande et Taubira.

Tout l'inverse de Fillon, qui tient des discours sur la baisse de la dépense publique ou les grands enjeux

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, 25 août 2012.

2. *Id.*

diplomatiques, comme s'il était encore à Matignon. Distant et toujours dans la retenue avec les militants, l'ex-Premier ministre n'aborde pas la manière dont il compte présider le parti. Ayant déjà 2017 en tête, il tente surtout de conforter sa stature d'homme d'État, en exposant les réformes jugées nécessaires au «redressement du pays». Trop sûr de lui, Fillon se trompe de cible. Il oublie qu'avant de conquérir «la France» il doit d'abord se faire élire par les adhérents du parti, qui campent sur une ligne plus radicale que les sympathisants.

À l'approche de l'élection, le favori garde de l'avance, mais l'écart se resserre dans les sondages. Trois semaines avant le scrutin, dans le train qui l'emmène pour un déplacement à Vannes, le favori n'affiche pas une grande confiance. Va-t-il l'emporter? «Cela dépend de la participation... Je ne peux pas faire de pronostics», balaie-t-il, accoudé au wagon-bar. Avant d'évoquer pour la première fois – en *off* – sa crainte des fraudes: «Je surveille les grosses fédés comme les Alpes-Maritimes, le Var et les Bouches-du-Rhône pour des tas de raisons... Pour le scrutin, on sera vigilant partout: ce sont des fédérations où l'influence des élus est très importante<sup>1</sup>.»

### *Le cauchemar de Fillon*

L'ex-Premier ministre ne croit pas si bien dire... Le jour J, il vit un vrai cauchemar. Les suffrages des quelque cent soixante-dix mille votants de l'UMP se sont répartis en deux blocs quasi égaux, alors que tous les sondages – réalisés auprès des sympathisants et non des militants – le donnaient largement vainqueur. Le soir même,

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, 29 octobre 2012.

l'UMP n'a toujours pas de président. Jean-François Copé proclame lui-même sa victoire vers 23 heures. Quelques minutes plus tard, François Fillon annonce avoir deux cent vingt-trois voix d'avance et demande l'arbitrage de la Commission d'organisation et de contrôle des opérations électorales (Cocoe), au terme d'une soirée dantesque où les deux camps s'accusent mutuellement de tricheries. En particulier... dans les Alpes-Maritimes, comme le craignait Fillon. Le camp Copé dénonce une «fraude» à Nice, dans la circonscription d'Éric Ciotti. En retour, le camp adverse dénonce des «irrégularités» dans les Bouches-du-Rhône et à Toulouse... et s'étonne du grand nombre de procurations : près de trente mille auraient été utilisées, soit un vote sur six ! Un mois avant, le directeur de campagne de Jean-François Copé, Jérôme Lavrilleux, avait affiché sa confiance dans l'issue du scrutin, en évoquant justement ce stratagème : «Vous allez voir, on gagnera face à Fillon. On va l'avoir avec des milliers de procurations<sup>1</sup> !»

C'est le début d'une longue attente, le temps que la Cocoe fasse le décompte officiel des résultats par fédérations, dans une ambiance délétère. La confusion est totale. Le camp Fillon accuse Copé d'avoir commis «un coup de force», voire «un putsch». Jusqu'à ce que la Cocoe statue enfin, le lundi soir. Au bout d'une journée, elle finit par annoncer le résultat définitif : Jean-François Copé est élu président de l'UMP avec quatre-vingt-dix-huit voix d'avance. La pilule est dure à avaler pour François Fillon, qui admet difficilement sa défaite : «J'ai pris acte des résultats de ce scrutin, lâche-t-il, amer. La vérité m'oblige à dire que j'aurais préféré m'en satisfaire. Tel n'est pas le cas.» Tout en insistant sur les «irrégularités» qui ont entaché le scrutin, il déplore la fracture «politique et morale» qui traverse son parti. Le camp Copé jubile, en se

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, 19 octobre 2012.

réjouissant d'avoir fait plier l'adversaire. Mais, deux jours plus tard, rebondissement : le camp Fillon conteste à nouveau les résultats, assurant que 1 304 voix de trois fédérations d'outre-mer ont été oubliées dans le décompte et que leur réintégration désignerait leur champion comme vainqueur.

Le soir même, l'ancien Premier ministre déclare au « 20 heures » de TF1 qu'il renonce à la présidence du parti, mais qu'il est prêt à aller devant la justice pour tirer au clair les accusations d'irrégularités dans le décompte des votes. S'ensuivra un long bras de fer entre les deux candidats. Copé campe sur une position jusqu'au-bouliste : il fait échouer la médiation d'Alain Juppé et refuse le référendum sur le revote réclamé par Nicolas Sarkozy. C'en est trop pour Fillon. Le 23 novembre, sur RTL, il explose : « Un parti politique, ce n'est pas une mafia ! » Quatre jours plus tard, il annonce la création d'un groupe parlementaire dissident, le « Rassemblement UMP » (R-UMP), qui regroupe près de soixante-dix élus : un ultime moyen de pression sur Copé, afin d'obtenir un nouveau vote. Mais le « vainqueur » ne veut rien savoir. « Aujourd'hui, Fillon et ses amis ne sont plus du tout dans un processus rationnel. Ils sont dans un trip : "On fait un groupe dissident et on emmène tout le monde dans notre chute." Comment cet homme qui se veut être un homme d'État peut-il planter le parti avec un groupe dissident ? », s'insurge Copé<sup>1</sup>.

Après un mois de conflit, les deux belligérants finissent par trouver un accord de sortie de crise. Il prévoit une nouvelle élection à la présidence de l'UMP en septembre 2013 – qui sera ensuite reportée à fin 2014 – et la dissolution du groupe dissident à l'Assemblée – effectif le 9 janvier. Les deux camps renoncent à

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, 12 décembre 2012.

toute action en justice. Copé reste le président du parti, comme il le souhaitait, et Fillon obtient une nouvelle élection, à laquelle il n'est d'ailleurs pas sûr de se présenter. Son image a été sévèrement entachée par cette guerre à mort : il enregistre une chute de treize points en un mois, selon l'Ifop. Du statut de dirigeant préféré de droite, il dégringole à la douzième position dans le classement des personnalités. « Il est passé du statut d'homme d'État à celui d'homme politique », tranche le « sarkopéiste » Guillaume Peltier<sup>1</sup>.

Mais Fillon n'a pas tout perdu : il obtient l'organisation d'une primaire ouverte en 2016 pour désigner le candidat de la droite à la présidentielle de 2017. Une vraie révolution à droite, qui rompt avec la tradition gaulliste du « chef » et l'idée selon laquelle la prise du parti vaut candidature à l'Élysée. En outre, le député de Paris a affiché un profil de combattant qu'on ne lui connaissait pas. « Alors que certains le pensaient indécis ou mou, il a montré qu'il savait mener bataille. Il peut capitaliser là-dessus à l'avenir », juge Éric Woerth<sup>2</sup>. Surtout, Fillon tire deux enseignements majeurs de sa guerre avec Copé : la nécessité de ne pas se tromper de cible dans une élection interne et de veiller à toutes les modalités d'organisation du scrutin, pour ne pas se faire avoir.

Début 2013, l'ex-chef de gouvernement cherche à reconstruire son image. Pour reprendre de la hauteur, il décide de s'exprimer peu et sur des thèmes choisis, comme il le faisait à Matignon. Et met immédiatement le cap sur la présidentielle. Dans le souci de se préserver avant cette échéance, il renonce à se représenter à la présidence de l'UMP et à se lancer dans la campagne des municipales à Paris. Pas question de perdre de nouvelles

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, janvier 2013.

2. Entretien avec l'un des auteurs, 20 janvier 2013.

plumes dans un duel partisan. Et, à ses yeux, la maîtrise du parti n'est plus aussi stratégique, grâce à l'instauration de la primaire ouverte. Désormais, il poursuit un seul objectif : s'affranchir de Nicolas Sarkozy.

### *Fillon s'émancipe*

L'année 2013 est celle de l'émancipation. À cinquante-neuf ans, celui qui a toujours été le numéro 2 d'un autre roule enfin pour son propre compte. Pour prouver qu'il aura le courage d'aller jusqu'au bout, il déclare la guerre à Sarkozy. Le premier acte de cet affranchissement intervient en février 2013 : François Fillon indique qu'il n'entend pas laisser la priorité à l'ancien président pour l'échéance de 2017. Dans un entretien au *Monde*, il s'estime désormais « au même niveau » que lui. Pas besoin d'attendre l'éventuel retour de Nicolas Sarkozy pour se reconstruire. « Ne cherchons pas de sauveur », lance-t-il lors de son meeting à la Mutualité, le 26 février 2013.

Deux mois plus tard, il se démarque un peu plus en affirmant qu'il existe entre eux une « différence d'approche irréconciliable » sur la stratégie à adopter face au FN. « Nicolas Sarkozy pense que le Front national est à combattre parce qu'il affaiblit la droite. Moi, je pense que le Front national est à combattre parce qu'il est hors des limites du pacte républicain », déclare-t-il dans un documentaire sur France 3. En mai, en marge d'un déplacement au Japon, il confie à des journalistes qu'il sera « candidat quoi qu'il arrive » à la primaire. Comprendre : même si Sarkozy revient.

Pour s'affirmer, l'ex-Premier ministre sait qu'il doit marquer une rupture avec celui qu'il n'a jamais considéré comme son mentor. « François Fillon n'a jamais été

la créature de Nicolas Sarkozy, souligne Jérôme Chartier<sup>1</sup>, son porte-parole. Il n'a pas la même relation avec lui que Brice Hortefeux. C'est toute la différence entre alliance et lieutenance.»

«Pendant cinq ans, j'ai été parfaitement loyal. Désormais, je trace mon chemin», assume Fillon dans un entretien au *Monde*, le 14 mai 2013. À ses yeux, son tour est désormais venu de prendre les rênes du pays pour mener un «programme de vraie rupture». Autrement dit : pas comme Nicolas Sarkozy, qui l'avait promise et ne l'a pas faite. «Moi, j'irai au bout car je suis porteur d'un projet auquel je crois», confie-t-il. Et d'exposer ses chantiers prioritaires : baisse du coût du travail, fin des 35 heures, retraite à soixante-cinq ans, dégressivité des allocations chômage, refonte de l'indemnisation du chômage, réduction du nombre de fonctionnaires, fusion régions-départements... Une «rupture» libérale, donc.

Selon lui, Nicolas Sarkozy n'a pas pris la mesure de la crise lors de son quinquennat. «Notre différence d'appréciation majeure a porté sur le fait de savoir si nous étions en présence d'une crise structurelle qui allait s'aggraver ou si nous étions en présence d'un cycle normal qui allait reprendre<sup>2</sup>.» Ayant fulminé cinq ans durant contre la frilosité du président, il en a tiré une conviction : «Pour changer le pays, il faut être le patron et non le bras droit», comme le résume son ami, le député Pierre Lellouche. Fillon se défend de vouloir assouvir son ambition personnelle : «La présidentielle n'a jamais été un objectif personnel. Je n'ai pas rêvé de cela toute ma vie. Si Sarkozy avait gagné, j'aurais arrêté la politique car je n'allais pas rester Premier ministre pendant dix ans<sup>3</sup>.»

---

1. Entretien avec l'un des auteurs, 4 juin 2013.

2. Entretien avec l'un des auteurs, 14 mai 2013.

3. *Id.*